

L'année des premières et... de la continuité !

Cette rentrée scolaire sera l'année des premières : la mise en route de la semaine de quatre jours et demi, un ministre qui n'aura duré que quelques mois sans effectuer la rentrée et enfin la première femme nommée ministre de l'éducation. Pour le reste, nous sommes englués dans la morne continuité que nous dénonçons rentrée après rentrée ! L'école subie des replâtrages, des ersatz de nouveautés sans que réellement les enseignants, les parents et les acteurs de la communauté éducative soient associés, concertés sauf à considérer les consultations en ligne comme des exercices démocratiques. Les conséquences sont, hélas, identifiées : Où est le consensus sur l'école ? Qui perçoit le cap ? Qui croit encore à ces pensées magiques ? La réforme des rythmes illustre à point nommé ce désarroi. Où est l'égalité territoriale quand les grandes communes riches et dotées d'une infrastructure, d'un environnement pourront mettre en place bien plus aisément des activités que dans toutes les autres communes ? Où chercher les avancées positives sur les rythmes de l'élève quand les journées de 6h00 perdurent ou les ruptures horaires s'installent ou, pire, quand la coupure scolaire est de deux journées et demi ? Voilà pour les premières !

Maintenant, abordons quelques points noirs toujours sans réponse globale !

- Les Rased, malgré quelques impulsions, sont toujours dans un état périlleux : absence de psychologue scolaire sur certains secteurs, absence de maître G. Combien de RASED sont constitués, comme ils devraient l'être, à savoir au moins, un psychologue, un E et G ?
- L'enseignement spécialisé demeure lui aussi tout aussi fragile : des élèves sont toujours en attente de place ; des CLIS bien chargées et des ULIS tout autant.
- Des effectifs en hausse dans le premier degré et très chargés dans le second degré.
- Une précarité toujours aussi insupportable, véritable injure aux personnels. Sud rappelle les angoisses des AVS sur leur devenir, leur attente insoutenable pour le renouvellement ou leur affectation. Sans oublier leur rémunération indigne et insuffisante pour vivre décemment ! C'est cette même précarité que nous retrouvons dans le second degré et que seule, la création de postes de la fonction publique pourrait résorber pour... le plus grand bénéfice du service public !

Ces critiques trouvent même un appui inhabituel dans le rapport interne, rédigé par la DGESCO au printemps dernier. Celui-ci dresse, malgré sa rédaction si lisse, un sombre bilan sur les collèges, sur les 60 000 postes, sur la hausse des effectifs, sur les coûteuses carences de la formation des AVS, sur des réformes incomplètes, inabouties...

Enfin, n'oublions pas le gel des salaires de la fonction publique depuis maintenant quatre longues années et pour encore 3 années, c'est une austérité qui ronge, jour après jour, nos traitements ! Et dans le même temps, les régressions passées portent leurs premiers fruits amers. Nous évoquons ici l'allongement des carrières et sa conséquence inéluctable, la baisse généralisée des pensions.

L'école a, aujourd'hui, d'énormes difficultés à résoudre, un langage commun à retrouver et un cap à définir dans un rapport de forces entre un camp progressif, prônant une école laïque, publique, gratuite et émancipatrice et d'autre part des volontés de délitement, inspirées par le libéralisme mortifère. C'est tout l'enjeu actuel !

Déclaration Sud Education Manche au CTSD du 3 septembre 2014.